

Depuis 1957 déjà, le public canadien doit faire face à des déficits budgétaires qui vont en augmentant. Antérieurement, bien des conservateurs—dont le ministre, j'en suis sûr—estimaient que pour être satisfaisant, tout budget devait au moins s'équilibrer et que seule une situation d'urgence sur le plan national justifiait un déficit. Le peuple canadien estimait que la seule justification d'un déficit, soit dans les finances de l'État, soit dans les siennes propres, c'était l'urgence et impérieuse nécessité d'acquiescer quelque chose qu'il n'était ni commode ni possible de payer immédiatement ou pour l'achat duquel, en tous cas, il n'était pas possible d'économiser de l'argent à l'avance. Pendant la guerre surtout, le peuple canadien était disposé à accepter des budgets largement déficitaires sachant très bien qu'ils s'imposaient. Après avoir écouté le ministre durant deux heures et demie l'autre soir, je pense que nombre de Canadiens vont se poser des questions au sujet de ce déficit.

Si un travailleur prenait l'habitude, à la fin de chaque semaine, d'emprunter \$10 de la société de finance afin de payer l'épicière et d'autres dépenses courantes du ménage, la société de finances ne mettrait pas grand temps à s'interroger sérieusement sur la valeur d'un tel programme. En tout cas, certaines coopératives de crédit—il est vrai que les coopératives de crédit, plus que d'autres organismes, pensent à l'intérêt et au bien-être de l'emprunteur—convoqueraient l'emprunteur, après quelques prêts de cette nature, et lui feraient remarquer qu'il serait avantageux pour lui de s'emprunter de l'argent que pour résoudre un problème spécial. Je pense que les Canadiens accepteraient un budget déficitaire si le gouvernement pouvait leur démontrer qu'il se propose de dépenser plus d'argent qu'il n'en a en mains pour le moment, dans le seul but de remédier à la récession économique et de lancer un programme d'emploi pour les citoyens du pays. Il faut scruter joliment le présent budget pour y trouver un indice qu'on s'attaque à l'un ou l'autre de ces problèmes avec assez d'imagination et d'énergie.

Je pense de plus que la population s'inquiète des déclarations du ministre au sujet des rapports entre notre économie et les conditions qui règnent au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans certains autres pays d'Europe. Il a déclaré que l'économie de ces pays est à la hausse et qu'il en découlera des avantages pour la population canadienne. C'est probablement vrai, mais cela ne motive certes pas un déficit chez nous. Ce déficit ne contribue en rien à la solution de notre problème à nous.

[M. Peters.]

Le PSD a proposé un amendement qui déclare en partie:

«Et la Chambre regrette l'absence d'une étude satisfaisante d'un programme social et économique qui s'impose pour stimuler l'économie, assurer le plein emploi et fournir un niveau suffisamment élevé de sécurité sociale, grâce à la mise en œuvre des mesures particulières suivantes, et elle déplore l'omission par le gouvernement de toute initiative en ce sens:

1. Le relèvement des exemptions de base prévues par la loi de l'impôt sur le revenu.
2. La majoration des versements au titre de la sécurité de la vieillesse et de l'assistance-vieillesse.

Si nous avons proposé ces augmentations de base des exemptions accordées aux petits salariés, c'est parce que l'argent servira immédiatement à l'achat de produits ouvrés et de denrées agricoles. Nous croyons qu'une augmentation de la pension de sécurité de la vieillesse et des versements d'assistance-vieillesse aurait les mêmes bons effets. Ces augmentations restaureraient à ces versements leur pouvoir d'achat primitif. En outre, une augmentation des allocations familiales reviendrait dans une large mesure, grâce aux dépenses faites par les petits salariés et les salariés moyens, au gouvernement fédéral au rythme de 33 p. 100 sous forme d'impôts. Voilà, me semble-t-il, des domaines où l'on pourrait redonner sans délai une certaine aide au public.

Je crois que le gouvernement actuel n'a pas dit toute la vérité aux Canadiens sur la situation financière actuelle. Si l'on disait toute la vérité à cet égard, nous découvririons probablement que la Caisse d'assurance-chômage a aidé, bien plus que tout autre facteur, à stabiliser l'économie dans une conjoncture très grave. N'eussent été la réserve de 900 millions de dollars et les versements à la Caisse d'assurance-chômage, les Canadiens auraient acheté beaucoup moins de biens de consommation, parce qu'un grand nombre de chômeurs n'auraient pas d'argent. J'admets que ce programme a fait circuler l'argent dans l'économie du pays et atténué sensiblement le marasme que nous avons traversé.

Il est vrai que ces augmentations mettront de l'argent en circulation presque immédiatement, mais il est nécessaire aussi que le gouvernement fournisse du travail immédiatement. Un moyen d'y arriver selon moi, et je félicite le ministre des Travaux publics à cet égard, c'est de fournir des fonds pour la construction de logements lorsque l'industrie privée ne veut pas le faire. Les sommes que le ministère des Travaux publics a ainsi fournies ont aidé beaucoup à remédier à la situation. Il faudrait suivre une ligne de conduite analogue et fournir des fonds pour les dépenses d'immobilisations tant des municipalités que du gouvernement fédéral.